

Mardi matin, 24 janvier 2017

Direction des finances

12 2016.RRGR.569 Motion 111-2016 Köpfli (Berne, pvl) Abolition de la régle du sel

N° de l'intervention: 111-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2016
Déposée par: Köpfli (Berne, pvl) (porte-parole)
Haas (Berne, PLR)
Müller (Orvin, UDC)
Beutler (Gwatt, UDF)
Bhend (Steffisbourg, PS)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 1283/2016 du 16 novembre 2016
Direction: Direction des finances

Abolition de la régle du sel

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de résilier la convention intercantonale sur la vente du sel en Suisse ;
2. de supprimer la régle du sel des droits régalien du canton (art. 52 de la Constitution cantonale) ;
3. d'abroger la loi sur la régle des sels ;
4. de vendre les participations cantonales aux sociétés Salines Suisses et Selfin Invest.

Développement :

La Suisse connaît la régle des sels. En vertu de ce droit, les cantons détiennent le monopole de l'extraction de sel et de son commerce. Les cantons ont cédé ce monopole aux Salines Suisses (autrefois Société des salines suisses du Rhin réunies) dans la Convention intercantonale sur la vente du sel en Suisse. Cette société par action appartient aux cantons.

La loi bernoise sur la régle des sels prévoit des amendes salées pour les personnes qui extraient du sel ou en importent dans le canton de Berne sans permis de la société détentrice du monopole public. Et comme si cela ne suffisait pas, l'achat et l'utilisation de sel illégal sont également sanctionnés. (« Est puni d'une amende de deux francs par kilogramme celui qui, sans permis de la Société des Salines suisses du Rhin réunies [...] acquiert, vend ou utilise du sel soumis à la régle dont il sait ou doit savoir qu'il a été produit ou introduit illicitement, ou favorise de toute autre manière la production, l'écoulement ou l'utilisation de pareil sel. »)

Cette disposition pénale absurde montre bien que la régle des sels est un vestige du Moyen Âge. Dans une économie libérale, rien de la justifie. Il faut donc l'abolir. C'était également l'avis du Conseil fédéral dans sa réponse à une interpellation déposée en 2005 par Otto Ineichen (PLR), ancien conseiller national : « Le Conseil fédéral n'estime plus nécessaire, aujourd'hui, de maintenir le monopole sur le sel aux fins d'assurer l'approvisionnement de la population en sel de table ou la constitution de réserves pour lutter contre le verglas. Le maintien de ce monopole n'est pas compatible avec la loi sur les cartels révisée, qui vise à lutter contre toutes les formes de cartels [...]. »

Faute de concurrence sur le marché du sel, les consommateurs et consommatrices et les communes payent des prix excessifs. En 2005, le laboratoire d'idées Avenir Suisse écrivait à ce sujet qu'en 2013, en Suisse, une tonne de sel de déneigement coûtait par exemple 190 francs, soit deux à quatre fois plus que dans les pays voisins. Pour le sel de cuisine, la différence de prix est également conséquente : si en Allemagne un kilo de sel de cuisine coûte environ 50 centimes dans

le commerce, en Suisse il coûte le double. Les bénéfices élevés des Salines Suisses ont même provoqué l'intervention du Surveillant des prix en 2014.

Le canton peut abolir lui-même cette réglementation anti-concurrentielle. En effet, l'article 12 du concordat dispose que « les cantons peuvent en tout temps retirer leur adhésion à la fin de chaque année civile, moyennant préavis d'une année. »

La résiliation de la convention s'accompagnerait évidemment aussi de l'abrogation de la loi sur la régle des sels et le canton devrait vendre sa participation de 11,93 pour cent aux Salines Suisses (Pratteln) et de 15,96 pour cent à Selfin Invest AG (Pratteln).

Réponse du Conseil-exécutif

Introduction

Avec la Convention intercantonale du 22 novembre 1973 sur la vente du sel en Suisse (concordat), les cantons ont transféré l'exercice des régales cantonales du sel à la SA Salines Suisses, qui se trouve à cent pour cent aux mains des cantons et de la Principauté du Liechtenstein. Le canton de Berne détient 11,93 pour cent des actions, ce qui fait de lui le principal actionnaire. Les activités des Salines Suisses regroupent l'exploitation, la production, le commerce et l'importation du sel. L'entreprise est soumise à l'obligation d'assurer l'approvisionnement et de constituer des réserves de sel. La tâche centrale des Salines Suisses consiste à rendre en tout temps le sel accessible à tous les opérateurs du marché aux mêmes conditions. Une moitié de la soixantaine de tonnes de sel produite chaque année sert, sous forme de sel à dégeler, à garantir la mobilité en hiver. Les autres produits issus du sel sont utilisés dans la cuisine, dans l'agriculture, à des fins pharmaceutiques et médicinales, comme sels régénérants pour adoucir l'eau, dans le commerce et l'industrie, ainsi que pour le bien-être. Les Salines Suisses prélèvent en outre sur tous les sels, au nom du canton de Berne, des droits de régle qu'elles versent intégralement aux cantons. Elles fonctionnent selon les principes de l'économie de marché et de l'économie d'entreprise.

La régle des sels du canton de Berne est inscrite à l'article 52, alinéa 1, lettre a de la Constitution cantonale. La mise en œuvre de l'abolition de la régle des sels, revendication principale de la motion, exigerait donc une modification de la Constitution soumise à la votation populaire obligatoire.

Chiffres 1 et 4

Il est en principe possible au canton de Berne de sortir du concordat, mais cela ne signifierait pas pour autant qu'il cesserait automatiquement d'être actionnaire des Salines Suisses¹. Tant qu'un canton est actionnaire, il a, conformément à l'article 6 des statuts des Salines Suisses, l'obligation de veiller à ce que les besoins en sel sur son territoire soient couverts exclusivement auprès des Salines Suisses. Pour être libéré de cette obligation, il doit vendre ses actions. Or, conformément à l'article 5 des statuts, le transfert d'actions ne peut s'effectuer valablement qu'avec l'approbation expresse du Conseil d'administration et celui-ci peut refuser son approbation en cas de transfert d'actions au nom de personnes non actionnaires, surtout s'il s'agit de personnes privées. Si ni un autre canton ni la Principauté du Liechtenstein n'étaient disposés à reprendre les actions ou que le Conseil d'administration refusait d'approuver le transfert d'actions au nom de personnes non actionnaires, le canton de Berne ne pourrait pas valablement transférer ses actions à un tiers. Conformément à l'article 685c du Code des obligations, cela signifierait qu'il resterait actionnaire et par conséquent également lié à l'obligation d'acheter le sel.

Le Conseil-exécutif doute que d'autres cantons soient disposés à reprendre les actions du canton de Berne. Une suppression de la régle des sels dans le canton de Berne accompagnée d'une résiliation du concordat aurait en outre d'importantes conséquences pour les Salines Suisses, le concordat et la situation régaliennne dans les autres cantons. Le Conseil-exécutif rejette par conséquent la solution consistant pour le canton de Berne à faire cavalier seul. Une suppression de la régle des sels et une résiliation de la convention intercantonale sur la vente du sel en Suisse ne lui paraissent – pour autant qu'elles aient un sens – possibles qu'au plan national, en collaboration avec l'ensemble des cantons.

Chiffres 2 et 3

Les monopoles d'Etat – comme les régales cantonales des sels – peuvent, au point de vue économique, présenter des aspects indésirables et désavantageux pour les consommateurs. Mais ils peuvent aussi comporter, pour toutes les parties, des avantages qui justifient leur maintien. Le

¹ Les explications qui suivent s'appliquent à la SA Salines Suisses et valent aussi par analogie pour la SA Selfin Invest.
CONVERT_ec2df72621d94cf289aa0d1cc5f8d29b 21.02.2017

Conseil-exécutif estime que dans le canton de Berne, le monopole d'Etat sur le sel est toujours avantageux et justifié, et ce pour les raisons suivantes:

Sécurité d'approvisionnement en sel de déneigement

L'entretien des routes est indubitablement une mission publique et l'achat de l'élément indispensable du service hivernal – le sel – doit donc être soumis au contrôle de l'Etat. Il est décisif d'assurer sa disponibilité en toute indépendance sur place et de garantir la mobilité aux voitures, vélos, piétons, transports publics et transports de marchandises par la route, y compris pendant des hivers très rigoureux.

Avec leurs solides infrastructures de stockage, les Salines Suisses offrent dans toute la Suisse la garantie de réserves suffisantes de sel à dégeler de bonne qualité (y compris dans des conditions hivernales extrêmes où les besoins sont très élevés et les parcours difficiles). Si le sel vient à manquer quelque part en Europe, il manque toujours dans toute l'Europe. Dans des périodes de ce genre, la liberté de choix dans l'approvisionnement ne servirait à rien au client, bien au contraire: comme on peut le constater, la Suisse n'a jamais connu de véritable pénurie de sel durant des hivers rigoureux, contrairement à d'autres pays européens. Dans ces situations, les autres segments de marché (sel industriel pour électrolyses, sels régénérants, sel pour le commerce, sel de cuisine, sels agricoles, etc.) n'ont pas non plus été touchés en Suisse, contrairement à nos voisins européens, et l'approvisionnement a toujours pu continuer d'être assuré sans interruption et de manière routinière.

Le sel indigène national que produisent les Salines Suisses présente une qualité supérieure et constante. De par sa constitution, le sel de mer est par exemple moins efficace pour faire fondre la neige ou la glace, et du fait de ses impuretés, il contribue à augmenter les coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules, appareils et silos. Quant au sel gemme des pays voisins, il augmenterait fortement (à cause de la qualité du sel et de sa constitution, à savoir la taille des grains) la consommation de sel par rapport au sel des Salines Suisses utilisé aujourd'hui et accroîtrait en outre les risques de panne des engins.

Prix équitables et constants

Les prix pratiqués par les Salines Suisses sont constants, la Suisse ne connaît pas les fortes fluctuations d'autres pays (p.ex. prix fixes du sel à dégeler en hiver, au printemps et en été, pas de tension sur les prix qui serait due à une raréfaction du sel). Les réserves de sel de déneigement peuvent être constituées en été à des conditions plus favorables. Le risque de devoir payer un réapprovisionnement urgent à un prix plus élevé en hiver est calculable, ce qui représente une très grande sécurité budgétaire pour le canton et les communes. Les offres concurrentielles de l'étranger peuvent certes être moins chères, mais elles ne répondent souvent pas aux exigences du canton de Berne en matière de qualité et de durabilité. Les prix pratiqués par les Salines Suisses sont par ailleurs solidaires: où qu'il se trouve – dans une région de montagne ou dans la commune d'une grosse agglomération – l'acquéreur paie le même prix pour le sel livré.

Précisons également dans ce contexte que les bénéfices des Salines Suisses dépendent en premier lieu de l'activité hivernale et donc des conditions météorologiques indépendantes de leur volonté. Quand l'hiver est rigoureux, les dividendes distribués sur les bénéfices augmentent mais les cantons supportent par ailleurs des coûts plus élevés pour le service d'hiver. Quand l'hiver est doux et les bénéfices très faibles, c'est l'inverse². A cela s'ajoute le fait que les clients de sel de déneigement profitent tous d'un remboursement les années où des bénéfices très élevés sont réalisés.

Si l'on compare les prix du sel de cuisine, on constate que le consommateur suisse paie moins cher que son voisin allemand pour le sel de Bad Reichenhall (qui représente 60% du marché): le sel iodé et fluoré de Bad Reichenhall coûte en effet entre 1,58 et 1,78 euro le kilo alors que le prix au kilo du sel iodé et fluoré des Salines Suisses se situe entre 0,95 et 1,00 franc.

Coûts globaux avantageux et organisation allégée pour les cantons et les communes

Les installations d'entreposage et de chargement existantes, la proximité géographique des Salines Suisses ainsi que le système de distribution bien rôdé permettent aussi de commander à court terme de grandes quantités de sel à dégeler d'un niveau de qualité constant. Les cantons et les communes peuvent ainsi se concentrer sur le déneigement et limiter leur stockage à des quantités comparativement restreintes et opérationnelles. Si la régie des sels était supprimée, le canton de

² Le canton de Berne a touché en moyenne CHF 1,1 million de dividendes par an entre 2011 et 2015, le montant annuel ayant subi de fortes fluctuations puisqu'il se situait entre CHF 0,3 million (en 2014) et CHF 1,6 million (en 2013). Durant la même période, le canton de Berne et les communes bernoises ont au total acheté entre 10 000 tonnes (en 2014) et 27 000 tonnes (en 2013) de sel à dégeler, pour un chiffre d'affaires représentant entre CHF 1,6 et CHF 4,5 millions par an.

Berne devrait vraisemblablement mettre en place sa propre administration et son propre système d'achat, de logistique et de stockage, ce qui irait de pair avec les coûts correspondants et des charges de personnel supplémentaires. En l'absence des importants stocks stratégiques des Salines Suisses, destinés à couvrir les besoins sur plusieurs années, le canton de Berne et les communes devraient construire leurs propres entrepôts sur de précieuses réserves de terrain.

Transport écologique de grosses quantités

Le sel est une marchandise relativement lourde, raison pour laquelle son transport sur de longs trajets par des voies incertaines entraîne des prix élevés et impossibles à calculer, ainsi qu'un renchérissement en cas de pénurie. A l'heure actuelle en Suisse, environ 40 pour cent des livraisons de grosses quantités de sel passent par la voie ferrée (en Allemagne par exemple elles représentent moins de 1%). Le reste est livré par camion sur des trajets relativement courts. Du fait que les frais de transport poids lourd sont avantageux - mais non conformes au principe du paiement par l'utilisateur - au plan international, le sel en provenance de l'étranger parcourrait, en cas de suppression de la régle du sel, de longues distances par la route avant d'être livré à l'utilisateur final en Suisse.

Prophylaxie intelligente

Les conditions régaliennes permettent la réalisation la plus efficace des objectifs de médecine préventive visés par l'ajout de fluor et d'iode au sel de cuisine. La Suisse atteint aujourd'hui de très loin le taux le plus élevé d'approvisionnement en sel iodé et fluoré d'Europe (89% du sel de cuisine standard vendu en paquets). La législation fédérale sur les denrées alimentaires autorise l'ajout d'iode et de fluor au sel de cuisine, mais n'offre toutefois pas de base légale pour y contraindre les producteurs et les commerçants. Les Salines Suisses fournissent donc ce faisant une importante contribution à la santé nationale.

Importants investissements avec long délai d'amortissement

L'exploitation du sel en Suisse est axée sur le long terme. Les Salines Suisses consacrent chaque année une dizaine de millions de francs à la desserte de nouveaux entrepôts de sel pour l'exploitation de l'avenir. Elles ont en outre investi au total 65 millions dans des entrepôts ces dernières années afin de garantir des capacités de stockage suffisantes en Suisse. Les moyens investis ne dégagent une utilité opérationnelle que plusieurs années après. De longs délais d'amortissement sont donc de règle sur les gros investissements que les Salines Suisses doivent consentir dans le cadre du mandat d'approvisionnement qui leur est confié par le concordat. Une suppression de la régle à court ou à moyen terme mettrait grandement en péril la rentabilité des importants investissements de ce type exigés, ce qui pèserait en particulier sur les cantons en leur qualité de propriétaires et d'actionnaires des Salines Suisses.

Aspects concernant le droit de la concurrence

La Constitution fédérale protège les droits régaliens des cantons comme dérogations au principe de la liberté économique (art. 94, al. 4 Cst.). La régle du sel n'a jamais été formellement contestée par la Commission de la concurrence et elle est conforme à l'OMC puisqu'elle ne discrimine pas les étrangers par rapport aux nationaux. L'application libérale de la régle des sels aux spécialités de sel de cuisine ne limite ni la diversité ni la liberté du marché et ne renchérit pas non plus les prix³. Ainsi par exemple les spécialités commercialisées par les Salines Suisses doivent-elles également s'imposer sur le marché libre car elles ne sont pas protégées par la régle des sels. Pour éviter de défavoriser l'industrie suisse de traitement et d'exportation du sel par rapport à ses concurrents étrangers, des solutions individuelles sont aussi proposées partout où cela est possible.

Conclusion

La Suisse applique une solution d'approvisionnement en sel éprouvée et pragmatique, qui présente un haut niveau de sécurité d'approvisionnement, allié à une stratégie écologique et économique de stockage et de logistique, ainsi qu'à un bilan positif des coûts globaux. La régle des sels a été instaurée à l'époque principalement pour garantir la sécurité alimentaire, alors qu'elle vise aujourd'hui prioritairement à garantir la mobilité durant les mois d'hiver. Sur un marché libéralisé où la régle des sels serait supprimée et où le canton de Berne aurait résilié la convention intercantonale sur la vente du sel en Suisse, il faudrait s'attendre à ne plus pouvoir disposer avec fiabilité du sel de déneigement au moment voulu et dans une qualité suffisamment bonne, en particulier pendant des hivers rigoureux, avec les conséquences négatives correspondantes pour la sécurité du trafic et l'économie.

³ Du fait de ce traitement libéral de la régle des sels, les amendes prévues à l'article 4 de la loi sur la régle des sels auxquelles la motion fait référence n'ont plus été prononcées depuis de nombreuses années. Les dernières procédures pour importation interdite de sel remontent en Suisse à la période antérieure au concordat, donc avant 1973.

Selon les estimations du Conseil-exécutif, il convient pour les raisons exposées ci-dessus de maintenir la régle cantonale du sel. Il ne voit en effet pas de raison d'échanger le système éprouvé d'approvisionnement en sel contre un processus incertain et un avenir où le canton de Berne devrait mettre à grands frais en place sa propre solution. Il considère qu'une éventuelle suppression de la régle des sels ne pourrait être envisagée que dans le cadre d'un processus coordonné avec l'ensemble des cantons. Aussi le Conseil-exécutif propose-t-il de rejeter la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir fahren weiter mit dem Traktandum 12. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab, wir führen eine freie Debatte. Grossrat Köpfli, Sie haben das Wort.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Heute haben wir die Möglichkeit, im Kanton Bern für einmal eine Vorreiterrolle einzunehmen und einen alten Zopf abzuschneiden. Das Salzregal belastet die Konsumentinnen und Konsumenten und Gemeinden mit überhöhten Preisen. Das Salzregal ist wirtschaftsfeindlich, weil eine einzige Aktiengesellschaft das Monopol für die Förderung und den Handel mit Salz innehat. Das bedeutet nicht nur, dass der Import aus dem Ausland untersagt ist, sondern auch, dass keine andere Schweizer Firma in diesem Markt eingreifen darf. Das heisst konkret, dass es einen Monopolisten in der Nordwestschweiz gibt und es einem Berner Unternehmen nicht erlaubt ist, in den Salzhandel oder in die Salzförderung einzusteigen. Das Salzregal bringt den Kanton Bern aber auch in eine problematische Abhängigkeit einer Aktiengesellschaft. Eines haben wir bereits gesehen: Die Antwort auf meinen Vorstoss – das hat der Regierungsrat inzwischen eingestanden – wurde von der Schweizer Salinen AG mitgeschrieben. Weiter ist es so, dass wenn man die Antwort liest, die Statuten der Aktiengesellschaft de facto über unsere Gesetze und Verfassung gestellt werden. Dies indem der Regierungsrat argumentiert, auch wenn wir der Motion zustimmten, würden die Statuten nach wie vor ihre Gültigkeit behalten. Dagegen gibt es grosse rechtliche Bedenken – nicht nur von mir. Beispielsweise sieht auch Professor Dr. Peter V. Kunz von der Universität Bern diese Regelung als nichtig an.

Aber keine Angst, wir sind ein Parlament und kein Gericht. Ich werde nun keine rechtliche Argumentation anführen, sondern politisch argumentieren. Es gibt nämlich auch genug politische Argumente gegen dieses Monopol. Erstens sind die Monopolpreise nicht fair, sondern zu hoch. Der Regierungsrat und auch die Schweizer Salinen AG argumentieren sehr gerne damit, dass durch das Monopol faire und konstante Preise resultieren. Konstant sind die Preise selbstverständlich, das sind sie bei jedem Monopol. Sie sind aber nicht fair, sondern überhöht. Der Regierungsrat bemüht sich dann an einem Beispiel. Er vergleicht ein teures Markensalz aus Deutschland – das Bad Reichenhaller Salz – mit dem Monopolsalz aus der Schweiz und sagt, es sei viel teurer. Ich wollte mir diesen Sommer dann ein eigenes Bild machen, bin in Basel mit dem Tram Nummer acht über die Grenze nach Weil am Rhein gefahren und dort in den erstbesten Supermarkt gegangen. Ich habe tatsächlich das Bad Reichenhaller Salz gefunden. Nebenan hatte es ein anderes Salz in viel grösseren Mengen – ich habe es hier in der Hand. (*L'orateur montre un petit paquet de sel à l'assemblée.*) Dieses Salz kostet weniger als die Hälfte dessen, was das Salz, das der Regierungsrat anspricht, kostet. Faktisch ist es also so, dass in Deutschland, wo ein freier Markt herrscht, eine grosse Vielfalt an Produkten besteht und günstigere Preise gelten; so, wie das immer ist, wenn man den Markt spielen lässt und keine staatlichen Monopole durchsetzt. Das gilt übrigens auch für Streusalz. Ich habe jetzt darauf verzichtet, einen grossen Sack mit Streusalz mitzubringen. Aber auch dort zeigt eine Untersuchung der Avenir Suisse, dass Streusalz im nahen Ausland mit dem Faktor 2 bis 4 günstiger ist als Streusalz in der Schweiz.

Der Regierungsrat argumentiert dann weiter mit der Gesundheitsprävention und sagt, nur ein Monopol könne die Versorgung mit Jod und Fluorid gewährleisten. Auch dieses Argument ist haltlos. Selbst das günstige Salz, das ich in Deutschland gekauft habe, ist mit Jod und Fluorid angereichert. Es ist also absolut gleichwertig mit dem überbewerteten Schweizer Monopol-Salz. Als nächstes Argument geht es um die Versorgungssicherheit. Ein Monopol würde die Versorgungssicherheit gewährleisten. Ein Blick in die Medien der letzten Jahre zeigt ein anderes Bild. Ich möchte stellvertretend nur zwei Titel aus Schweizer Zeitungen vorlesen. Im «Der Bund» wurde im Jahr 2010 geschrieben: «Kommt der Schnee, wird das Salz knapp». Im Blick war im Jahr 2013 zu lesen: «Wegen Engpass vor dem Salzlager stauen sich die Lastwagen». Es ist auch nicht

so, dass im europäischen Ausland, wo der Markt liberalisiert ist, jeden Tag der Winterdienst zusammenbrechen würde. Im Gegenteil – das weiss jeder, der dort schon einmal unterwegs war. Ich möchte eine Analogie machen und mich da insbesondere an die Landwirtinnen und Landwirte im Saal richten. Niemand käme auf die Idee, für die Versorgungssicherheit ein staatliches Kartoffel-Monopol einzuführen und zu sagen, dass nur noch ein Staatsbetrieb Kartoffeln anbauen dürfe um die Bevölkerung zu versorgen. Im Gegenteil – eine Vielzahl an Landwirtinnen und Landwirten produziert hier Kartoffeln. Das sichert die Versorgungssicherheit und sicher kein staatliches Monopol. Ich bin überzeugt, dass dies allen einleuchtet. Beim Streusalz kann man zudem sehr gut langfristige Lieferverträge abschliessen und so die Versorgungssicherheit gewährleisten, und man ist nicht nur von einem Produzenten abhängig. Unterstützung für meinen Vorstoss kommt auch vom Bundesrat und vom Handels- und Industrieverein (HIV), der sagt, das Monopol sei für die Versorgungssicherheit nicht mehr nötig, und man würde dadurch gleichzeitig die Wirtschaft und die Konsumenten entlasten. Fazit: Das Salzregal ist wirtschaftsfeindlich, es belastet die Konsumentinnen und Konsumenten und Gemeinden mit höheren Preisen und bringt den Kanton Bern in eine problematische Abhängigkeit von einer AG. Schneiden wir diesen alten Zopf ab. Stimmen Sie bitte meiner Motion zu.

Le président. Es ist ziemlich unruhig hier im Saal. Bitte führen Sie Ihre Gespräche in der Wandelhalle. Es kommen nun die Fraktionen an die Reihe, da sich keine Mitmotionäre gemeldet haben.

Vania Kohli, Berne (PBD). Die BDP hat durchaus Verständnis dafür, dass man alte Zöpfe überprüfen will und, wenn es sich aufdrängt, auch abschneidet. Aber dann sollte unserer Meinung nach bereits klar sein, welche Frisur oder Perücke man anschliessend möchte. Das historisch gewachsene Modell steht für Gesundheit, Solidarität und Sicherheit. Gesundheit, weil die Bevölkerung via Salz mit Jod und Fluor versorgt wird, Solidarität, weil das Salz, ungeachtet der Transportdistanz gleich viel kostet und Sicherheit, weil die lückenlose Versorgung, vor allem auch beim Abtausalz, gewährleistet wird. Das Salzregal ist ein Bodenregal. Das Salz gehört dem Staat. Wer also – wenn nicht der Staat oder ein durch den Staat bestimmter Dritter – würde das Salz abbauen, wenn das Monopol abgeschafft würde? Wem würde es plötzlich gehören? Und was hätten wir davon? Wir würden zwar Geld für unsere Aktien erhalten, aber keine Dividenden mehr. Und das Salz müssten wir ja dennoch beziehen, wenn nicht ein anderer Kanton unsere Aktien kaufen würde.

Lassen Sie mich dazu noch etwas sagen. In der letzten Session haben wir beschlossen, dass wir die Kantonsverfassung nicht ändern werden; jedenfalls nicht jetzt. Wir müssten sie aber ändern, wenn wir das Salzregal auflösen wollen. Die Umsetzung mit einem Kanton alleine macht für uns absolut keinen Sinn und ist nicht wirklich wirkungsvoll. Wenn schon, müsste ein Beschluss sämtlicher am Vertrag beteiligter Kantone, inklusive Liechtenstein, erfolgen. Ein solcher Entscheid ergäbe für die BDP-Fraktion nur dann einen Sinn, wenn er gesamtschweizerisch umgesetzt würde. Dann müsste aber auch jede Gemeinde die nötige Infrastruktur bereitstellen – vor allem beim Auftausalz – und sich entsprechend absichern. Kurz und bündig: Wir versuchen hier ein Problem zu lösen, indem wir zehn neue schaffen. Noch kürzer und noch bündiger: Die BDP-Fraktion ist der Meinung, dass wir im Moment Gescheiteres zu tun haben.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Vania Kohli hat es richtig gesagt, wir haben tatsächlich Besseres zu tun. Geht es um den freien Markt, liberale Wirtschaftsordnung oder Staatsmonopole? Diese Frage stellt sich bei der vorliegenden Motion. Wir kennen diese Problematik bereits aus den Bereichen Kaminfegerwesen, Gebäudeversicherungen, Jagd und Fischerei, Notariate, amtliche Vermessungen und Geothermie. Wenn wir von Salz reden, dann meinen wir nicht nur Speisesalz oder Auftausalz. Es geht auch um Regeneriersalz, Badesalz, Gewerbe- und Industriesalz, Landwirtschaftssalz und Pharmasalz. In der Motion steht, dass es sich beim Salzregal um ein ineffizientes Monopol handle; es gehe über die Nutzung hinaus und umfasse auch den Import und den Verkauf. Es gibt aber durchaus auch andere Ansichten. Ich glaube, viele Leute wussten gar nicht, dass ein solches Salzregal existiert. Darum kann es auch nicht so schlimm sein, sonst wäre es in der Vergangenheit ein viel grösseres Thema gewesen. Ich verweise besonders auf ein Buch von Fred Rueff. Ich weiss nicht, ob Sie es kennen. Es ist im Internet erhältlich und heisst: «Ist das Salzregal noch zeitgemäss?» Das Buch stammt aus dem Jahre 2014, es handelt sich also um kein altes Buch. Ich habe das Buch bestellt und dabei festgestellt, dass ich mit dem Verfasser vor 30

Jahren die Rekrutenschule absolvierte. Er schreibt über die Vereinbarkeit des Salzregals mit den internationalen Verpflichtungen der Schweiz. Herr Rueff praktiziert hauptsächlich in den Rechtsgebieten des Handels-, Gesellschafts- und Wirtschaftsrechts. Das den Kantonen verfassungsrechtlich gewährte Monopol besteht seit 170 Jahren. Das Monopol widerspricht auch nicht den heutigen GATT-Abkommen. Die inländische Rechtsordnung ist derart stabil, dass auch das Bundesgericht es kaum aufheben würde. Das schreibt Herr Rueff auch in diesem Buch und hält das klar fest.

Am Schluss ist er selber auch kritisch und sagt: «Das Salzregal steht wie ein Fels in der Brandung eines Ozeans. Es ist nach meiner Einschätzung eine blosser Frage der Zeit, bis der Wellengang den Felsen so erodiert hat, dass er umstürzt». Er hat wahrscheinlich die Gefahr aus dem Ausland erwartet, dass von dort Druck gemacht würde und dass ein verhandlungsschwacher Bundesrat sich nicht verteidigen würde. Er hat aber wahrscheinlich nicht mit den Grünliberalen gerechnet, die hier mit dem Salzregal kurzen Prozess machen wollen. Mir liegt übrigens auch die einvernehmliche Regelung zwischen der Schweizer Rheinsalinen AG und dem Preisüberwacher Stefan Meierhans vor. Wer will, kann sie hier einsehen kommen. Die Regelung betrifft die Salzpreise und die Rabatte und ist datiert vom 24. 1. 2014. Es ist also kein alter Vertrag, sondern ein aktueller. Die Rheinsalinen verpflichten sich darin unter anderem zu Rabatten und Rückerstattungen bei hohen Gewinnen infolge strenger Winter. Zudem werden die Salzimporte vereinfacht.

Seitens der SVP stellen wir folgendes fest: Die Gemeinden werden termingerecht und umfassend beliefert und sind zufrieden. Auch die Randregionen und kleine Gemeinden bezahlen keinen Zuschlag. Bei internationaler Knappheit haben wir mit dem Salzregal eine autonome Versorgung und sind nicht vom Ausland abhängig. Switzerland first, wäre hier das Motto. Oder glaubt irgendjemand, dass bei einer Salzknappheit in einem harten Winter die Schweiz bevorzugt behandelt und beliefert würde? Oder müssten alle Gemeinden wieder eigene Salzlager anlegen, obwohl bei den Rheinsalinen in den letzten Jahren für solche Lager über 60 Mio. Franken investiert wurden? Wollen wir inskünftig unser Salz aus China beziehen? China ist das Land mit der höchsten Salzförderung. Macht es Sinn, das Salz von China hierher zu transportieren? Bis jetzt hat das Salzregal sehr gut funktioniert und der Kanton Bern hat zudem eine ansehnliche Summe an Überschüssen erzielt. Im Kanton Aargau wurde übrigens auch bereits darüber diskutiert. Grossrat Benjamin Giezendanner hat damals gesagt, das Salzmonopol sei zwingend nötig. Sein Transportunternehmen fahre internationale Salzlieferungen aus. Deshalb wisse er, dass die Situation in den Ländern ohne Monopol viel schlimmer sei. Er nahm die Rheinsalinen gar in Schutz und sagte, das, was in den letzten Jahren abgegangen sei, sei nur dank einer logistischen Meisterleistung und kurzen Lieferfristen möglich gewesen. Wir sehen dies gleich und lehnen die Motion daher ab. Es ist heute nicht an der Zeit, dem Salzregal als einheimischem Bodenschatz den Todesstoss zu versetzen. Die grosse Mehrheit der SVP Fraktion würde auch ein Postulat ablehnen. Wie gesagt, wir haben Gescheiteres zu tun.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion zum Salz lässt sich nahtlos einreihen in die Privatisierungswelle, auf welche die glp mit Hochgeschwindigkeit aufgesprungen ist und sich damit von der neoliberalen Strömung voll und ganz erfassen lässt. Achtung, es besteht Rutschgefahr mit erheblichen Folgekosten! Salz ist lebenswichtig für den Körper und schafft im Körper ein Gleichgewicht. Es besteht also, um es bildlich auszudrücken, ein salziger Grundbedarf. Der Salzgehalt im Körper beträgt 200 Gramm. Jede Schweizerin und jeder Schweizer konsumiert neun Gramm Salz pro Tag. Ohne Salz wären die Zellen nicht lebensfähig, die Organe würden nicht funktionieren. Salz wurde als weisses Gold vor Jahrtausenden höher geschätzt als das wertvolle Edelmetall. In manchen Ländern galt Salz als Universalwährung. Der Begriff «Salär» kommt auch von Salz, denn früher bekamen die Offiziere einen Teil ihres Lohnes in Salz. Salz ist wichtig für unseren Alltag und für die Lebensqualität. Salz erfüllt unterschiedliche Zwecke. Ein Leben ohne Salz können wir uns nicht vorstellen. Wir müssen mit Salz daher sorgsam umgehen. Salz ist ein Gemeingut, alle sollen Zugang haben. Wir müssen achtgeben, dass die Akteure des Salzmarktes dies ebenfalls wissen und danach handeln. Salz kann in Wintermonaten auch auf der Strasse Leben retten, ist aber kein wirksames Mittel gegen zu hohe Geschwindigkeit.

Die Motionäre möchten ein bewährtes, stabiles Salzproduktions-System in der Schweiz privatisieren, obwohl es mit einer interkantonalen Vereinbarung gesichert ist. Private Unternehmungen sind gewinnorientiert und achten vor allem auf ihren Profit. Sie garantieren die Grundversorgung nicht, denn das entspricht nicht ihrer Logik. Die Schweizer Salinen haben eine lange Geschichte und eine über Jahrhunderte alte Entwicklung hinter sich. Heute sind sie im

Konkordat so organisiert, dass sie unseren vielfältigen Salzbedarf sichern. Ein solch feines System darf nicht dem Privatsektor geopfert werden. Die Motionäre argumentieren auch mit einer Kostenreduktion, welche die Privatisierung des Salzhandels mit sich bringen würde. Dafür benützen sie ein Beispiel aus Deutschland. Mehr Argumente sprechen allerdings dagegen als dafür. Der Regierungsrat beweist in seiner Antwort, dass das Salz aus Deutschland nicht billiger ist.

Nachfolgend führe ich weitere Gründe auf, die gegen den Einkauf von Salz auf dem freien Markt – auch aus dem Ausland – sprechen: Erstens muss es für den Konsum nicht immer das billigste Produkt sein und lokale Produkte sollten, wenn möglich, immer bevorzugt werden. Zweitens ist das billigste Salz aus dem Ausland in der Regel weder garantiert ökologisch noch stimmt die Qualität immer. Qualitativ schlechtes Salz aus dem Ausland mag zwar billiger sein, und es gibt mehr Salz zum gleichen Preis. Weil das Salz aber minderwertig ist, werden die Maschinen und Geräte schneller und stärker beschädigt. Drittes sind in Deutschland die Mieten von Salzlagerungshallen viel billiger als in der Schweiz. Ebenso sind die Löhne sowie andere Kosten, die im Salzhandel anfallen, tiefer als in der Schweiz. Ausserdem müsste der Kanton das Salz bei einer Privatisierung selber lagern, was wiederum mit hohen Administrations- und Personalkosten verbunden wäre. Die konstanten und fixen Preise der Schweizer Salinen garantieren eine hohe Budgetsicherheit. Zudem solidarisieren wir uns durch den Bezug von Schweizer Salz mit den Bergregionen, weil die Preise für alle gleich sind. Zusätzlich leisten wir einen wichtigen Beitrag zur Volksgesundheit, weil unser Salz mit Jod und Fluor angereichert ist.

Die Salzproduktion braucht eine langjährige Strategie und einen Investitionsplan, um die Versorgung auch in schlechten Zeiten zu gewährleisten. Zur Abwehr haben die vergangenen Generationen geschickt gehandelt und die Salzversorgung gegen die Privatisierung kompliziert, aber effizient abgesichert, indem sie in die Verfassung aufgenommen wurde, welche, wie Sie alle wissen, nur mit einer Volksabstimmung verändert werden kann. Warum die Motionäre gegen diese interkantonale Vereinbarung ankämpfen, ist nicht zu verstehen.

Ich komme nun zum Schluss. Wir kennen es aus unzähligen anderen Beispielen, wie Mutter oder Vater Staat einspringen muss, weil die Privaten ihre Aufgabe nicht erfüllen. Deshalb gibt es nur eine logische Antwort bei der Frage um die Zukunft der interkantonalen Salzproduktion: Lieber stabile interkantonale Verhältnisse als eine unsichere Privatisierung, die uns doch teurer zu stehen kommen wird. Die Grünen folgen der Empfehlung des Regierungsrats und lehnen den Vorstoss einstimmig ab.

Hans Kipfer, Münsingen (PEV). Die EVP stellt fest, dass in letzter Zeit diverse liberale Vorstösse zum Rückzug des Staates aus gewissen Aufgaben eingegangen sind. Das ist einer davon. Trotz der sehr ausführlichen Antwort der Regierung zu diesem Vorstoss erachten wir den Salzhandel nicht als Thema, das wir im Kanton Bern nun dringendst überarbeiten müssten. Es besteht ein funktionierendes System. Es wird Schweizer Salz gefördert und nicht liberal im Ausland eingekauft. Kurz – die EVP will, dass der Ressourceneinsatz der Verwaltung auf die Lösung dringenderer Probleme fokussiert wird. Darum lehnen wir diesen Vorstoss ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Wenn ich meinen Vorrednern zuhöre, stelle ich fest, dass der mittelalterliche Geist noch immer im 600-jährigen Rathaus schwebt. Erstaunt hat mich vor allem das Votum von Thomas Fuchs von der SVP. War es doch die SVP, die in den Kantonsräten Zürich eine parlamentarische Initiative und St. Gallen eine Fraktionsmotion zu genau der gleichen Sache eingereicht hat – selbstverständlich für die Abschaffung dieses antiquierten Salzregals und der Salzhandelsbeschränkung. Es wird eine ganze Reihe von Argumenten aufgeführt. Kein einziges aber hält stand. Die Versorgungssicherheit als Argument hält nicht stand. Die Kantone und die Gemeinden können sich doch auch in einem freien Markt bei einem Lieferanten vertragliche Reservemengen zusichern lassen oder sogar Lageranteile reservieren lassen, ohne selber über Lager verfügen zu müssen. In der Wirtschaft ist es übrigens gang und gäbe, dass man sich bei Produzenten einen gewissen Anteil am Lager – beispielsweise für Halbfabrikate – sichern lässt und diese nicht selber aufbewahrt. Auch dort ist die Qualität, welche vertraglich vereinbart wird, für den Kunden gesichert. Ich komme auf die ökologischen Fragen zu sprechen. Ich erinnere Sie daran, dass in der Schweiz 40 Prozent der Grossmengen von Salzlieferungen per Bahn erfolgen. 60 Prozent erfolgen also nicht per Bahn. Der grösste Teil wird per LKW transportiert. Es ist einfach eine Tatsache, dass nicht jede Region problemlos per Zug beliefert werden kann. Das dürfte auch in einem freien Markt nicht anders sein. Wenn man hier innerdeutsche Zahlen betrachtet, haben diese mit dem Schweizerischen Markt eigentlich nicht viel gemeinsam.

Zur Gesundheitsprävention sage ich Ihnen Folgendes. Das eidgenössische Lebensmittelgesetz erlaubt die Beifügung von Jod und Fluorid zum Speisesalz. Wer solches Salz will, der kann sich auch unter Marktbedingungen mit solchem Salz eindecken. Dafür braucht es kein Monopol. Und zu dieser Randregions-Keule, die hier als Argument immer geschwungen wird, weil man sich dadurch erhofft, dass einzelne Grossräte aus den Regionen kalte Füsse bekämen: Wieso ein Randgebiet in einem freien Markt nicht mehr mit Salz versorgt werden sollte, sehe ich nicht ein. Bisher erfolgte die Versorgung von Randgebieten mit Lebensmitteln und anderen Gütern, beispielsweise auch mit Heizöl, auch unter Marktbedingungen, bestens. Wenn die überhöhten Preise ganz allgemein fallen würden, würden auch die Randgebiete davon profitieren. Dass in der Schweiz die Salzpreise zu hoch sind, ist schon lange bekannt. Das Ausmass ist nicht ganz einfach abzuschätzen, weil hier kein wettbewerblicher Markt besteht. Man kann aber doch sagen, dass der heutige Preis für eine Tonne Auftausalz in der Schweiz 190 Franken beträgt. Dieser Preis ist hier mit dem Faktor 2 bis 4 höher als im umliegenden Ausland. Auch für Schweizer Konsumentinnen und Konsumenten von Speisesalz fällt diese Preisdifferenz erheblich aus. Ein Kilo Speisesalz im deutschen Detailhandel kostet ungefähr 50 Rappen. Hier bezahlt man ungefähr das Doppelte. Wären die Kostenvorteile, die hier aufgeführt werden, tatsächlich vorhanden, würde man sich ja nicht für ein Monopol wehren, da man ja unter Marktbedingungen konkurrenzfähig wäre. Also stimmt diese Argumentation irgendwo nicht. Tatsache ist, dass das Monopol eine reine Geldquelle für die Kantone ist und, dass die Gemeinden und die Konsumentinnen und Konsumenten die im wahrsten Sinne gesalzene Rechnung bezahlen. Aus diesem Grund stimmen wir dieser Motion zu.

Roberto Bernasconi, Malleray (PS). Beaucoup de choses ont déjà été dites sur cette motion, je ne vais pas revenir sur certains points mais me tenir à l'essentiel. Le groupe socialiste a longuement débattu sur cette thématique et malgré tout notre camarade Patric Bhend n'a pas réussi à nous convaincre, ceci malgré des informations complémentaires concernant le prix du sel, qui est bien sûr moins élevé notamment dans nos pays voisins. Pour nous, il paraît important de pouvoir garantir non seulement le prix, même s'il est un peu plus élevé, mais surtout l'approvisionnement du sel en hiver. En effet, une carence de sel dans certaines régions de notre canton pourrait s'avérer catastrophique, notamment dans nos régions touristiques. Ceci ne serait plus garanti en cas d'acceptation de la motion. Nous sommes peut-être conscients que, comme le disent les motionnaires, cela peut être un vestige du Moyen-Âge, mais nous pensons que la situation actuelle est optimale et nettement satisfaisante. Voici les raisons pour lesquelles le groupe socialiste va rejeter cette motion et vous demande de suivre le gouvernement pour cette intervention.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil/Schwarzenbach (UDF). Wir von der EDU sehen es nicht alle gleich. Wir sind aber mehrheitlich derselben Meinung wie die Regierung. Die Regierung hat in ihrer Antwort die Vorteile gut erklärt. Die Schweizerischen Salinen funktionieren gut. Wir haben eine grosse und gute Versorgungssicherheit mit qualitativ gutem Salz. Es sind grosse Lager vorhanden und wir haben kurze Transportwege und Arbeitsplätze. Die Preise sind in der Schweiz überall dieselben und aus meiner Sicht nicht überrissen, bedenkt man, dass der Kanton Bern noch daran verdient. Es wäre nicht sinnvoll, wenn der Kanton Bern jetzt im Alleingang austreten würde. Darum ist die EDU mehrheitlich gegen die Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Das ist jetzt einmal ein Vorstoss, der ein bisschen Würze in unseren faden Polit-Alltag bringt. Ein Regal ist in unserem Sprachgebrauch ein Möbelstück, in dem man Dinge aufbewahrt und verstauben lässt, die man aus Tradition noch nicht entsorgen wollte. Verstaubt ist auch das Salzregal und entsorgen sollte man es schon lange. Aber wenn man nun die Argumentation liest und hört, dann kommen nun wieder die drei heiligen Grundsätze der bernischen Politik zum Zug: Das habe man schon immer so gemacht, das habe man noch nie so gemacht und überhaupt; da könne ja jeder kommen. Wenn man die Antwort der Salzsalinen – pardon, die Antwort der Regierung – liest, könnte man meinen, dass bei einer Annahme dieses Vorstosses künftig jede Bouillon zu einem Luxusartikel würde. Und wenn Frau Regierungsrätin Simon etwas von ihrer Kollegin Frau Egger gelernt hat, wird sie Ihnen im Anschluss in ihrem Votum sämtliche Gemeinden aus allen Randregionen aufzählen, welche hier im Saal eine Vertretung haben. Sie wird anführen, dass deren Bevölkerung in den kommenden Wintern wohl sofort «ufe Schnouz gheie» wird, wenn sie aus dem Haus geht, weil es entweder kein Streusalz mehr geben wird oder die Gemeinden geradezu armengenössig würden, sollten sie sich noch eine Schwarzräumung leisten.

Nur nebenbei möchte ich Ihnen einen kleinen Erfahrungsbericht aus 12 Jahren als Gemeindepräsident liefern. Im Winterdienst sind die grössten Kosten in der Räumung selber versteckt. Dies, weil es gottseidank häufig am Sonntag und in der Nacht schneit und man jedes noch so kleine Schäumchen Schnee gerne so schnell wie möglich wegkratzt. Eine Budgetsicherheit, wie in der Antwort stipuliert wird, gibt es im Winterdienst also überhaupt nicht, weil wir zum Glück das Wetter noch nicht selbst bestimmen können.

Und Speisesalz sei im Ausland anscheinend gar nicht billiger, kann man in der Antwort lesen. Im Gegenteil. Das Markensalz von Bad Reichenhall sei teurer als das Jurasalz, das Markensalz in der Schweiz. Es gibt ja auch nur eines. Und das Bad Reichenhaller Salz habe einen Marktanteil von sage und schreibe 60 Prozent unter den Markensalzen. Diese Zahl stimmt sogar, findet man beim Recherchieren raus. Nur wird eine wichtige Tatsache verschwiegen. Man könnte nämlich mit der gleichen Argumentation auch behaupten, dass Rolls Royce einen Marktanteil von 70 Prozent habe – wenn man ausser Acht lässt, dass man nur Autos ab einem Preis von 300 000 Franken angeschaut hat. Weil man in Deutschland ein bisschen fortschrittlicher ist, hat das Salz mit einem Markennamen nur einen marginalen Anteil am gesamten Salzhandel. Der grösste deutsche Hersteller, die Firma K + S in Kassel, beliefert beispielsweise Grossverteiler mit Salz. Das Salz hat auch einen Namen. Es heisst «Salz». Übrigens ist es auch mit Jod und Fluorid versetzt. Im Blindtest gegen ein Markensalz aus der Schweiz stellt man fest, dass es salzig schmeckt. Keine Rede von schlechterer Qualität, wie vorhin behauptet wurde.

Die Regierung sagt, wenn man etwas ändern wolle, müsse dies der Bund gesamtschweizerisch tun. Vor über zehn Jahren gab es einen Vorstoss des Unternehmers Otto Ineichen, den der Bundesrat angenommen hätte. Der Vorstoss wurde aber nach massiver Lobbyarbeit zurückgezogen, mit der Begründung, wenn man schon etwas unternehmen wolle, müssten dies die Kantone tun. Spätestens hier beisst sich also die Katze in den Schwanz. Der Puck, der wieder an die Kantone zurückgeschoben wurde, verstaubt nun also im Regal. Ein weiteres Argument ist dasjenige von der Gesundheitsprävention. Wenn wir nicht mehr das mit Jod und Fluor angereicherte Sel de Jura hätten, würden uns reihenweise die Zähne ausfallen und Kröpfe wachsen – so könnte man das verstehen. Mein persönlicher Salzverbrauch ist am grössten beim Regeneriersalz für die Abwaschmaschine. Ich verwende seit Jahrzehnten kein normales Speisesalz mehr. Ich habe noch alle Zähne und sie haben auch nicht mehr Löcher. Und eines kann ich Ihnen also sagen: Die Gefahr, dass man einen Kropf bekommt, ist hier in diesem Saal wesentlich höher, als wenn man auf Salz mit Jod verzichtet.

Es folgen nun noch einige Reaktionen auf Fraktionsvoten. Vania Kohli hat kurz zusammengefasst. Ich werde nun auch kurz zusammenfassen, was Sie ungefähr gesagt haben. Es gibt viel zu tun und wir hätten Gescheiteres zu tun. Es gibt viel zu tun, das ist richtig. Dass es Gescheiteres zu gäbe, hat auch Grossrat Fuchs von der SVP gesagt. Das sagt ausgerechnet ein Grossrat, der hier Motionen einreicht wegen quietschender Trams beim Zytglogge. (*Hilarité*) Ja, bitte – wir haben Gescheiteres zu tun.

Und nun folgt noch das ultimative Argument. Lieber Grossrat Sancar und alle anderen, die hier ein Loblied auf das Salz gesungen haben, diese Motion will nicht das Salz verbieten. Sie will auch nicht den Salzabbau in der Schweiz verbieten; auf keinen Fall. Vielleicht wird es in Zukunft einfach keine Lizenz zum Gelddrucken mehr sein. Man wird auch künftig Salz in grossen Hallen lagern können. Die Halle wird man vielleicht ein bisschen weniger schnell abschreiben können. Auch die Schwarzräumung wird in Zukunft noch möglich sein. Und keine Kuh, keine Geiss oder kein Schaf muss künftig auf einen Leckstein verzichten. Die Versorgungssicherheit ist in keiner Weise gefährdet. Kurz, lasst uns dabei helfen, diesem staatlichen Kartell ein wenig die Suppe zu versalzen und uns diese Suppe gleichzeitig zu vergünstigen.

Le président. Es folgen nun die Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Als Mitmotionär verlangt Herr Grossrat Bhend das Wort. Hier gilt dieselbe Redezeit, Patrick, nämlich drei Minuten.

Patric Bhend, Steffisbourg (PS). Ich bin Mitmotionär. Es mag ein wenig überraschen, dass ich, von der linken Seite her kommend, hier Mitmotionär bin bei der Abschaffung eines Staatsmonopols. Ich bin ein wenig überrascht von dieser Debatte. Vor allem bin ich überrascht über das Loblied auf die Planwirtschaft seitens von Vertreterinnen und Vertretern bürgerlicher Kreise. Ich habe ein gewisses Verständnis, wenn dies diejenigen auf der linken Seite tun. In der letzten Zeit hatte ich vermehrt Kontakt zu Leuten aus der ehemaligen DDR. Dabei stellte ich fest, dass dort die neue Marktwirtschaft nun so richtig Einzug hält und dass der Markt eben schon nicht alles regelt.

Teilweise wünscht man sich dort gewisse planerische Dinge tatsächlich zurück. Und man merkt, dass zum Teil nicht alles so verteuert war, wie es von der neueren Geschichte dargestellt wird. Es war durchaus nicht alles schlecht. Darum habe ich ein gewisses Verständnis, wenn die Linken gewisse Sympathien für solche Staatsmonopole hegen. Aber man könnte beinahe meinen, es würde nicht anders gehen als mit einem Monopol. Und da möchte ich Ihnen schon einmal entgegenhalten, wie es denn anders gehen könnte. Ich bin ja nicht dagegen, dass die öffentliche Hand mitmischet. Manchmal regelt die Marktwirtschaft nicht alles perfekt. Beispielsweise bin ich bezüglich der Versorgung mit Elektrizität auch klar der Meinung, dass das Stromnetz in der öffentlichen Hand bleiben sollte. Auch beim Wasser finde ich, es sollte in der öffentlichen Hand bleiben, und dies gilt vielleicht auch für die wichtige Stromproduktion und gewisse Teile der Telekommunikation.

Da bin ich bei einem guten Beispiel angelangt, mit welchem man aufzeigen kann, wie es auch laufen kann mit einem staatlichen Involvement bei einem wichtigen Thema; wie beispielsweise bei der Swisscom. Ich störe mich hier nicht daran, dass der Staat Einfluss nimmt, sondern an der Absolutheit, mit der das geregelt ist. Würde man die Regelung beim Salzmonopol auf die Telekommunikation übertragen, wäre dies so, als dürfte nur die Swisscom und keine andere Unternehmung Mobiltelefonie anbieten, weil der Staat bei der Swisscom die Finger im Spiel hat. Schliesslich ist die Telekommunikation ein wichtiges Thema, und ohne sie würde die ganze Wirtschaft nicht mehr funktionieren. Es wäre so, dass jeder, der ein Handy aus dem Ausland importieren würde, sich strafbar machte und gebüsst würde. Dasselbe hatten wir früher: Man durfte nur Telefonapparate anschliessen, die von der Swisscom genehmigt worden waren. Das kann es doch nicht sein. Es ist durchaus möglich – ich sehe bei einer Abschaffung dafür eine Chance – dass ein gewisser Wettbewerb entsteht, in dem sich die Schweizer Salinen durchaus messen können; dies mit positiven Effekten für uns alle.

Lassen Sie mich noch eine Schlussbemerkung an alle diejenigen machen, die sagen, dass das Salz aus der Nähe stammen sollte. Gehen Sie einmal in die Landi einkaufen, wo vor allem die Landwirtinnen und Landwirte einkaufen, und schauen Sie, wie viele der Hacken und anderen Dinge, die dort verkauft werden, in der Schweiz produziert wurden und wie viele der Produkte aus China stammen. Danach werden wir wieder über die langen und weiten Wege reden.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Ich bin ebenfalls Mitmotionär. Die liberale Wirtschaftsordnung ist wahrscheinlich der wichtigste Eckpfeiler des Erfolgsmodells Schweiz – darüber sind wir uns wohl ziemlich einig. Ein staatliches Monopol verträgt sich in Gottes Namen nicht mit dieser liberalen Wirtschaftsordnung. Herr Sancar hat gesagt, die glp sei von einem liberalen Geist erfasst. Zum Glück ist sie das. Sie haben gesagt, es sei ein wenig trendy. Der Protektionismus à la Trump ist momentan auch ein wenig trendy; er könnte bei Ihnen beinahe noch in die Lehre gehen, so wie Sie das Salz protektionistisch schützen wollen. Solche Staatsmonopole vertragen sich in Gottes Namen nicht mit dem schweizerisch-liberalen Modell. Zu diesem Schluss kam bereits im Jahr 2005 der Bundesrat auf die Anfrage von Nationalrat Otto Ineichen. Ich zitiere den Bundesrat: «Der Bundesrat erachtet es heute nicht mehr als erforderlich, das kantonale Salzregal aufrecht zu erhalten und die Bevölkerung mit Speisesalz zu versorgen oder die Bereitstellung von Streusalz zu garantieren. Die Aufrechterhaltung verträgt sich nicht mit dem gegen alle Kartelle gerichteten Vorgehen, auf welches das revidierte Kartellgesetz abzielt».

Kommen wir nun auf die Versorgungssicherheit zu sprechen. Wer zugehört hat, was hier teilweise gesagt wurde, könnte beinahe das Gefühl bekommen, im Ausland würde im Winter der Verkehr zum Erliegen kommen und dass, weil es in Deutschland kein Monopol gebe, die Autos nicht mehr fahren können weil das Streusalz ausgegangen wäre. Man bekommt auch das Gefühl, dass die Leute im Ausland unter Jodmangel leiden würden weil dort kein staatliches Monopol besteht. Dem ist nicht so. Im Gegenteil, es ist schon beinahe fahrlässig, wenn wir unsere Versorgungssicherheit von einem einzigen Anbieter abhängig machen. Statt mit einem wirtschaftsfeindlichen Monopol, das die Schweiz in die Abhängigkeit von einem einzigen Anbieter zwingt, könnte die ganze Versorgungssicherheit auch vertraglich geregelt werden. Das würde genauso funktionieren, auch bezüglich der Anreicherung mit Jod. Bitte nehmen Sie die Motion in diesem Sinn an und versenken endlich einmal dieses etatistische, wirtschaftsfeindliche Salzregal.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Das Salz in der Suppe ist auch hier enthalten. Aber, Hand aufs Herz: Ist der Salzpreis in einem Haushalt wirklich das Wesentliche, das über das Überleben oder Nicht-Überleben des jeweiligen Haushalts entscheidet? Das glaube ich nicht,

genauso wenig wie beim Milchpreis oder der Milch. Dort dürften wir einen anständigen Preis bezahlen. Was bedeutete es schlussendlich, Marktbedingungen einzuführen? Alle Gemeinden – 360 im Kanton Bern – müssten periodisch alle vier Jahre ihre Salzlieferungen ausschreiben. Sie bekämen das Salz vielleicht zu einem etwas günstigeren Preis, man hätte aber 360 mal den Aufwand, um die ganzen Ausschreibungen durchzuführen. Es würde einen Preiskampf entstehen und die Gemeinden würden belastigt durch Telefonate von irgendwelchen Verkäufern von Salz. Unter dem Strich würde wohl nichts gespart werden, und man hätte lediglich Ärger dadurch. Zudem würde man die eigenen Salzlieferanten gefährden, die unter Umständen in eine private Gesellschaft überführt würden, welche vielleicht auch eine Art Monopol darstellte. Ganz klar bringt uns das überhaupt nicht weiter. Und noch zu diesem letzten Erlebnis mit der glp: Vielleicht solltet ihr das «Grün» einmal aus eurem Namen herausnehmen und mit einem «n» für «neoliberale Partei» ersetzen. Im jetzigen Moment wäre Thatcherismus vielleicht treffender.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wenn man den Diskussionen zuhört, scheint es wirklich ein wenig um das Salz in der Suppe zu gehen und diese Motion scheint diejenige zu sein, die dieses Mal so richtig zu reden gibt. Die Schweizer Salinen sind wegen einer interkantonalen Vereinbarung dazu verpflichtet, für genügend Salz zu sorgen. Zuverlässig, unabhängig und solidarisch soll dieser Auftrag ausgeführt werden. Früher lag der Fokus primär auf der Ernährungssicherheit. Heute ist es ein bisschen anders und der Fokus wird mehr auf die Sicherstellung der Mobilität in den Wintermonaten gelegt, da es wichtig ist, dass genügend Auftausalz vorhanden ist. Dass dies übrigens immer der Fall war, wissen Sie aus den vergangenen Jahren, wo es doch immer anständige Winter gab und nie eine Schlagzeile zu lesen war, dass Salzlieferungen fehlen würden. Jetzt scheint es ein bisschen in Mode gekommen zu sein, dass man Beteiligungen des Kantons in Frage stellt und entweder Aktien verkaufen oder sich völlig zurückziehen will. Glücklicherweise hat das Parlament bis jetzt sehr weitsichtig gehandelt und solche Vorstösse immer abgelehnt, weil es gute Gründe für den Kanton gibt, sich an der einen oder anderen Sache zu beteiligen und es dabei nicht um Privatinteressen einzelner Regierungsmitglieder geht, sondern dem Kanton als Ganzem gut tut.

Es gibt eine ganze Reihe von Argumenten, die dagegen sprechen, diese Motion anzunehmen. Diese wurden in der Antwort aufgeführt. Ich möchte mich hier auf diejenigen konzentrieren, die mir persönlich und dem Regierungsrat ganz wichtig sind. Wenn diese Motion angenommen würde, müsste man damit rechnen, dass in strengen Wintern Versorgungsengpässe mit Auftausalz Realität würden und nicht mehr überall genügend Salz zur Verfügung stehen würde. Dies hätte negative Folgen für die Verkehrssicherheit, die Mobilität und letztendlich auch für die Wirtschaft. Der Salzpreis – vor allem der Preis für das Auftausalz – würde starken saisonalen Schwankungen unterliegen, denn die Schweizer Salinen liefern heute das Auftausalz zu solidarischen Preisen in den ganzen Kanton. Das bedeutet, dass Innertkirchen für das Salz gleich viel bezahlen muss wie die Stadt Bern. Wenn die Motion angenommen würde, wäre das zwar eine Liberalisierung, hätte aber auch zur Folge, dass sich die Transportkosten erhöhen würden und wahrscheinlich zahlreiche Gemeinden im Kanton Bern von höheren Kosten betroffen wären.

Ein anderes Thema ist das folgende: Erfahrungen in der Vergangenheit haben gezeigt, dass importiertes ausländisches Auftausalz sehr oft unseren hohen Qualitätsanforderungen nicht genügt und so Mehrkosten im Winterdienst verursacht werden. Damit immer genügend Salz vorhanden wäre, müsste der Kanton zudem neue Möglichkeiten finden, das Salz zu lagern. Das wiederum benötigte Lagerkapazitäten, die auch nicht gratis erhältlich sind. Es würden personelle Ressourcen gebunden und vielleicht müssten sogar Landreserven zu diesem Zweck verbraucht werden, die wir doch eigentlich für Gescheiteres verwenden könnten. Es könnte auch bedeuten, dass die Gemeinden in die Pflicht genommen würden, weil der Kanton nicht alles alleine tragen kann. Und nun, lieber Grossrat Zaugg, höre ich damit auf, Gemeinden zu zitieren, denn mehr gibt es dazu nicht zu sagen. Weil wir im Kanton Bern über kein eigenes Salzvorkommen verfügen, wären wir zudem abhängig von anderen Kantonen oder vom Ausland, was insbesondere bei strengen Wintern zu einer unberechenbaren und unsicheren Versorgungslage führen würde. Nebenbei bemerkt würden durch die allfälligen Bezüge im Ausland und die dadurch längeren Transportwege entsprechend höhere CO₂-Ausstösse Realität. Das kann nicht in unserem Sinn sein.

Ich komme noch auf einen finanziellen Aspekt zu sprechen. Bei einer allfälligen Aufhebung des Salzregals würden die Einnahmen durch die Regalgebühren des Kantons entfallen und bei einem Verkauf der Aktien natürlich auch entsprechend die Dividenden, welche nicht ganz unerheblich sind. Zudem darf bei der Betrachtung auch nicht vergessen werden, dass es für dieses Anliegen eine

Abstimmung über die Kantonsverfassung bräuchte, weil es eine Änderung voraussetzte. Und erklären Sie das einmal den Leuten draussen. Wir alle hier sitzen zufrieden im Grossratssaal und haben es schön warm. Wenn wir später nach draussen gehen werden, erwarten wir, dass die Strassen und Trottoirs vom Schnee geräumt sind oder dass zumindest Salz verwendet wird, damit wir nicht ausrutschen. Ich finde, da sollte man auch ein wenig auf diejenigen hören, welche die tägliche Arbeit verrichten und dafür sorgen, dass die Strassen und Trottoirs sauber und nicht rutschig sind und entsprechend gesalzen werden. Darum sollte man nicht ausser Acht lassen, was die Fachleute sagen. Silvan Kocher, Leiter des Strasseninspektorat der Stadt Biel sagte Folgendes: «Neben Versorgungssicherheit und stabilen Preisen ist der wichtigste Punkt für einen effizienten Winterdienst die Qualität des Salzes. In strengen Wintern, wie beispielsweise derjenige von 2009/2010, wurde von Kollegen in anderen Städten und Gemeinden Importsalz verwendet, welches zu Störungen beim Streuen geführt hat. Das Salz kam nicht, respektive unregelmässig aus dem Streuer. Dies hat zu massiven Problemen im Winterdienst im städtischen Bereich geführt. Diese Probleme gibt es mit dem bewährten Salz der Schweizer Salinen nicht». Weil die Gemeinden stark betroffen sind, erlaube ich mir nachfolgend noch ein weiteres Zitat von Alex Bukowiecki Gerber, Geschäftsführer der Fachorganisation für kommunale Infrastruktur des Schweizerischen Städteverbands und des Schweizerischen Gemeindeverbands: «Seitens der Städte und Gemeinden besteht zurzeit kein politischer Druck, am Salzmarkt in der Schweiz etwas zu ändern. Zentral für die Städte und Gemeinden ist die Versorgungssicherheit mit Salz und Sole für den Winterdienst...». Liebe Grossrätinnen und Grossräte, nach Ansicht des Regierungsrats würde es deshalb weder im Interesse des Kantons noch der bernischen Gemeinden liegen, die bewährte Salzversorgung zu verändern. Darum lehnt der Regierungsrat den Austritt aus dem interkantonalen Konkordat und die Aufhebung des Salzregals ab. Ich bitte Sie, dies auch zu tun.

Le président. Der Motionär hat sich zu Wort gemeldet.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Herzlichen Dank für diese ausführliche Debatte und die vielen Wortmeldungen. Die meisten Argumente liegen auf dem Tisch und ich werde sie nicht wiederholen. Auf einige Sachen möchte ich aber noch eingehen. Gerade im Votum der Finanzdirektorin wird der Teufel an die Wand gemalt. Der Winterdienst würde zusammenbrechen und alle müssten viel mehr bezahlen. Es ist so, dass in Europa kein einziges anderes Land mehr ein solches Salzmonopol kennt. Schaut man Richtung Ausland, stellt man fest, dass die Preise günstiger sind und der Winterdienst nicht zusammenbricht. Es entbehrt einfach jeder Grundlage, hier den Teufel an die Wand zu malen. Zweitens, wenn mir hier Thatcherismus vorgeworfen wird: Es ist eben gerade nicht so, dass nur importiert werden kann, wenn das Monopol abgeschafft wird. Es kann auch innerhalb der Schweiz Konkurrenz entstehen. Im Jahr 2030 oder 2035 werden die Reserven des Monopolisten zu Ende gehen, und er sucht im Moment neue Abbauorte in der Schweiz. Aber nur er darf das tun und niemand sonst. Die Arbeitsplätze befinden sich bereits fix wieder in der Nordwestschweiz. Mit meinem Dialekt müsste ich mich eigentlich darüber freuen. Aber ich finde das falsch. Kein anderer Kanton kann hier mitmischen und Arbeitsplätze bei sich schaffen. Das sind Folgen dieses Monopols. Und eigentlich ist das hier doch eine einmalige Möglichkeit, die Interessen der Wirtschaft – eher von rechts – und die Interessen der Konsumentinnen und Konsumenten – traditionell eher von links – zusammen zu bringen und gemeinsam in dieselbe Richtung zu stossen. Es ist nämlich so, dass die freie Wirtschaft eingeschränkt wird und gleichzeitig die Konsumentinnen und Konsumenten mit hohen Preisen gestraft werden. Wird dann noch argumentiert, dass der Kanton Bern daran Geld verdiene, ist das richtig. Bezahlen tun es aber die Gemeinden und die Bernerinnen und Berner über ihren Einkauf. Es ist also nichts Anderes als eine versteckte Gebühr. Ich möchte die Absurdität zum Schluss an einem persönlichen Beispiel festmachen. Das Salz, das ich Ihnen vorhin gezeigt habe, habe ich in Deutschland gekauft und illegal in den Kanton Bern importiert. Gemäss geltendem Gesetz folgen daraus zwei Franken Busse pro Kilo – bei 500 Gramm würde die Busse also einen Franken betragen – und die Konfiszierung des Salzes durch den Kanton Bern. Hätte ich es schon verbraucht, müsste ich denselben Preis in Schweizer Salz beim Kanton Bern abliefern. Weil ich nun eine Selbstanzeige gemacht habe, hoffe ich, dass ich die Busse und das Salz direkt bei der Frau Finanzdirektorin abgeben kann. Ich hoffe aber sehr, dass ich der letzte bin, der unter das absurde Gesetz fällt. Helfen Sie darum mit, den alten Zopf abzuschneiden. Ich glaube nicht, dass solche Gesetze und Monopole den Kanton Bern voranbringen. (*L'orateur va vers la directrice des finances et lui remet le paquet de sel*).

Le président. Gut, nachdem diese Schuld beglichen und das Salz eingezogen wurde, kommen wir zu der Abstimmung. Wer die Motion unterstützen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 45

Non 99

Abstentions 10

Le président. Der Grosse Rat hat die Motion abgelehnt. Bevor wir zum nächsten Geschäft übergehen, möchte ich Ihnen die Wahlergebnisse von heute Morgen bekannt geben.

Résultat de l'élection d'un membre UDC à la CFin au 1^{er} février 2017, affaire 2016.RRGR.1075

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 136, majorité absolue : 69. Est élu:

Raphael Lanz par 135 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre UDC à la présidence de la CFin au 1^{er} février 2017, affaire 2016.RRGR.1076

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 138, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 132, majorité absolue : 67. Est élu:

Daniel Bichsel par 132 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre PS-JS-PSA à la CJus, affaire 2016.RRGR.1047

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 138, dont 8 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 130, majorité absolue : 66. Est élu:

Daniel Wildhaber par 130 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre UDC à la CIRE au 1^{er} février 2017, affaire 2016.RRGR.1070

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 5 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 134, majorité absolue : 68. Est élue:

Verena Aebischer avec 134 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre PS-JS-PSA à la CSoc au 1^{er} février 2017, affaire 2016.RRGR.1048

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 138, dont 7 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 131, majorité absolue : 66. Est élu:

Stefan Jordi par 131 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre PS-JS-PSA à la CIAT au 1er février 2017, affaire 2016.RRGR.1049

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 6 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 133, majorité absolue : 67. Est élu:

Reto Müller par 133 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre suppléant UDC à la CIAT, affaire 2017.RRGR.22

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 136, majorité absolue : 69. Est élu:

Hugo Kummer par 135 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre suppléant UDF à la CSéc, affaire 2016.RRGR.1046

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 3 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 136, majorité absolue : 69. Est élue:

Katharina Baumann-Berger par 136 voix

(Applaudissements)

Résultat de l'élection d'un membre suppléant UDF à la section IV CJus, affaire 2016.RRGR.1054

Bulletins distribués : 139, bulletins rentrés : 139, dont 4 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 135, majorité absolue : 68. Est élue:

Katharina Baumann-Berger par 135 voix

(Applaudissements)